

## À travers l'Afghanistan, une angoisse : « Qu'allons-nous devenir ? »

PAR RACHIDA EL AZZOUZI ET MORTAZA BEHBOUDI  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 14 FÉVRIER 2022



Dans la vallée de Bamyan, en terre chiite, une minorité de femmes porte la burqa (Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Six mois après le retour au pouvoir des talibans, la population étouffe sous la répression, la faim, le désespoir. Pendant deux semaines, Mediapart a sillonné le pays. Premier volet de notre carnet de bord, des collines de Kaboul aux montagnes de l'Hindou Kouch et de Koh-i Baba.

**Vol Dubaï-Kaboul (Afghanistan).**— « *You are safe in Afghanistan but be careful* » (« *Vous êtes en sécurité en Afghanistan mais faites attention* »), répète le chef de cabine dans un anglais « cassé comme [son] pays ».

Il a une mauvaise nouvelle : l'avion, déjà très en retard, est dérouté sur Kandahar, la grande ville du Sud, le berceau des talibans, « *crazy people* » (« *des fous* »), glisse-t-il en s'assurant que personne autour n'entend. Kaboul croule sous la neige, impossible d'y atterrir. « *On y retourne dès qu'il y a assez de visibilité.* »

« *Allah akbar* », invoque un passager coiffé d'un pakol, le béret national en laine de mouton, en égrenant un chapelet de perles bleues, tandis que son voisin se tord de douleur, saisi par des coliques.



Sur les pentes reculées de Koh-i Baba, un paysan conduit un mouton à l'abattage (Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Le vieux Boeing de la compagnie Ariana, interdite dans le ciel européen car jugée trop dangereuse, déborde de bagages et de voyageurs : que des Afghans, des hommes, la majorité en tunique-pantalon-chapeau traditionnels, à l'exception de trois femmes, des éléphants dans un magasin de porcelaine, « *l'étrangère* », « *la journaliste* », placée d'office au premier rang, à côté d'une fratrie de mineurs non accompagnés et de deux Afghanes aux voiles colorés laissant apparaître leurs cheveux.

L'une arrive d'Inde, exténuée, avec mari et enfants en bas âge. Quand elle marche, elle fixe ses pieds pour ne pas croiser les regards masculins. L'autre, la trentaine, s'appelle Nadima, débarque seule du Canada où elle a grandi, tête haute, sertie d'un lourd collier ethnique. En colère : la veille, les fondamentalistes islamistes ont réprimé au gaz poivré **une vingtaine de femmes** qui manifestaient dans Kaboul et réclamaient le droit à l'éducation, au travail.



Sur les sommets de Koh-i Baba, en pays hazara, dans un village perdu, n'en déplaise aux talibans, un cours d'anglais mixte continue de rassembler à la mosquée des garçons et des filles de 4 à 22 ans (Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Nadima aurait voulu y être. Elle se présente : « *influenceuse pachtoune* [l'ethnie dominante sunnite dont sont issus les talibans] *en droits humains* ».

Elle vient pour « *rester au pays* », développer son association Dream, Voice, Act (« *Rêve, exprime, agit* ») : « *Il faut arrêter de fuir.* » Elle l'a dit sur **Al Jazeera**. « *Si tout le monde part, qui va défendre ceux qui restent ?* »

Sa cousine, enseignante contre la volonté de la famille, a fui en Turquie, terrifiée à l'idée de finir femme au foyer. Elle a embrassé ce métier pour venger sa mère, une professeure fouettée sous le premier régime taliban (1996-2001) pour avoir enseigné clandestinement à des fillettes.



Dans la vallée de Bamyan, en terre chiite, une minorité de femmes porte la burqa (Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Nadima secoue les hommes de son entourage : « *Bougez-vous, soutenez-nous !* » Ils répondent : « *On ne peut rien faire, le pays est foutu.* » À chaque attentat-suicide, elle les mitraille : pourquoi tant d'Afghans se font exploser, attirés par 72 vierges imaginaires au paradis, « *alors que sur cette terre, ils n'essaient même pas de se battre pour une femme, pas même leurs propres mère, sœur, grand-mère, fille, nièce ?* »

À Kaboul, son cousin a suivi des manifestations de femmes depuis sa fenêtre. Il les a regardées « *comme un spectacle* ». Il est sûr d'une chose : « *Elles seront probablement battues, blessées. Personne ne prendra soin d'elles.* »

\*



Des enfants des rues se bousculent devant une boulangerie pour obtenir une galette de pain gratuite (Kaboul, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

**Aéroport de Kaboul.** Des ouvriers raclent les couches de neige pour libérer les allées en menaçant de faire une grève de la pelle : « *On travaille gratuitement, les talibans refusent de nous payer. Ils disent qu'ils n'ont pas d'argent.* » « *Les fonctionnaires aussi ne sont plus payés !* », fulmine un homme appuyé sur une canne. Des mendiants l'encerclent pour traîner sa valise moyennant un billet.

Les plus redoutables sont les plus jeunes, les « enfants », si on peut encore les nommer ainsi, car ils ont déserté l'enfance depuis longtemps. L'ont-ils connue un jour ? Ce sont déjà de petits adultes accablés par des responsabilités immenses : travailler, gagner de l'argent, nourrir la famille.



Ces enfants sont des «spandi» : ils vivent en faisant brûler dans une conserve une herbe nommée «spand» qui protégerait du mal. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Ils ont la peau, les vêtements noircis comme s'ils sortaient d'une mine de charbon, à peine 5 ans pour certains. Ils ont tellement faim qu'ils se disputent une galette de pain. Polyvalents, ils vendent des masques, conduisent des chariots, portent des bagages, cirent des chaussures, poussent des brouettes, secouent des conserves rouillées d'où s'échappe la fumée du «spand», une plante à l'odeur âcre, censée éloigner le mauvais œil.

« *Laisse-moi porter tes sacs. Si tu me donnes 5 afghanis [moins de 5 centimes d'euros], j'utiliserai la moitié pour manger et je donnerai l'autre à mes parents pour qu'ils achètent du bois pour nous chauffer* », négocie une fillette, accrochée à un manteau. Elle joue des coudes plus que les garçons. Elle sait qu'elle est née fille, une malédiction dans son pays, où le masculin écrase le féminin dès le couffin.



Très tôt, les filles sont astreintes aux tâches ménagères (vallée de Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Plus loin, des agents ceinturent un rond-point d'un immense «*I love Afghanistan*» («*J'aime l'Afghanistan*») en lettres blanches ponctué d'un gros cœur rouge. Comme pour effacer le chaos qui s'est joué ici, six mois plus tôt, sous les yeux sidérés de la planète, avec la débâcle américaine. La peur. La panique. Le désespoir. La mort.

La foule suppliant de l'extraire d'un pays dévasté, revenu aux talibans, à l'âge de pierre. Les gens qui courent après les avions sur la piste de décollage, suspendus aux trains d'atterrissage, tombant du ciel, des carlingues en pleine ascension. Et puis les bombes, le double attentat de l'État islamique-Khorassan, la branche afghane de Daech. Un bain de sang, au moins 180 morts, des dizaines de personnes blessées, des Afghan-es, des soldats américains.

\*



Un couple descend à la rivière chercher de l'eau (vallée de Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

**Koh-i Baba, vallée de Bamyan.** Abderrahim se souvient d'août 2021 «*comme les Américains du 11-Septembre* ». C'est la seule fois de sa vie, en 66 ans, dont plus de 40 prisonnier des conflits, où il s'est dit : «*Si l'Amérique nous donne un visa, on quitte l'Afghanistan.* »

Pendant des jours, il a délaissé ses bêtes, ses terres, scotché devant la télé avec sa femme Tahira, dans leur bout du monde à 3 400 mètres d'altitude tapi dans

les plis de Koh-i Baba, cette chaîne de montagnes qui borde avec l'Hindou Kouch l'iconique vallée de Bamyan, au centre du pays, la vallée des fameux bouddhas dynamités par les talibans en 2001.

Le couple tremblait d'inquiétude pour Khadija, l'aînée de leurs filles, 29 ans, partie en catastrophe pour l'aéroport de Kaboul avec son mari et leurs quatre enfants, après un appel : «*Les USA évacuent les policières afghanes, c'est le moment ou jamais de sortir de l'enfer.* »



Khadija (à droite), qui ne peut plus exercer son métier de policière, s'active avec sa belle-sœur à cuire le pain dans la maison parentale (Koh-i Baba, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

La famille avait rassemblé quelques affaires dans des sacs à dos, dévalé si vite les virages que Khadija avait vomi. Peine perdue. Elle n'a jamais pu atteindre l'aéroport, stoppée par le bruit sourd des explosions. Il a fallu rebrousser chemin. Des heures de voiture. Dans le silence et l'effroi.

Au retour, Khadija a planqué son uniforme puis disparu dans les cimes du Hazarajat, comme on appelle la région, fief des chiites hazaras, ces musulmans martyrisés tout au long des siècles, proies des radicaux sunnites, qui les traitent d'infidèles et leur reprochent leurs traits bridés.

Quatre semaines, à vivre terrée comme des centaines d'autres Hazaras hantés par les massacres des années 1990, avant de redescendre sur Bamyan. «*Les talibans*



ne montent pas à 4 000 mètres d'altitude. Nos montagnes ont toujours été un refuge pendant les guerres. »



Des femmes terminent de laver leur linge à la rivière (vallée de Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Six mois plus tard, Khadija va et vient, assommée par l'ennui, la tristesse, la peur, dans la maison parentale en pisé ocre, deux pièces couvertes de tapis où on se tient chaud autour d'un poêle à bois et une cuisine avec un trou d'un bon mètre de profondeur où on cuit directement sur la braise les «naans».

Elle est confinée au foyer, son mari aussi. Il a perdu son travail, comme elle. Il était chauffeur.

« *Qu'allons-nous devenir ?* », bougonne son frère, lui aussi de retour chez les parents, avec femme et enfants. Sans boulot. Il travaillait au ministère de la justice. Les talibans l'ont renvoyé chez lui. « *De toute façon, on n'a pas la même conception de la justice.* »

Il veut rejoindre l'Iran, le plus grand abri de réfugiés-afghans au monde après le Pakistan, Chiraz, la ville des poètes et des philosophes, du grand Hâfez, où vit déjà un de leurs frères, mais impossible d'obtenir un visa. À Kaboul, la queue est interminable devant l'ambassade.

Il pourrait franchir la frontière illégalement mais « les Iraniens tirent sur [eux] comme sur des lapins ».



Tahira entourée de ses deux filles, Khadija, policière (dans l'ombre à gauche) et Asyia, journaliste et youtubeuse (Koh-i Baba, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Khadija espère elle encore être évacuée vers l'Occident : « *On ne se demande plus: "Comment vas-tu ?" mais : "Est-ce que tu es sur une liste d'évacuation ?"* » Asyia aussi, la benjamine. Elle a 22 ans, rêve de journalisme, de liberté, de la France, de Paris, de la tour Eiffel. Elle a lancé **une chaîne YouTube** à l'heure où les talibans renversaient l'ancien gouvernement, qui compte déjà presque 10 000 abonné-es.

Elle y rend hommage, face caméra, à sa culture hazara si méprisée, ce qui est très risqué. Elle en révèle la beauté, la richesse, la poésie, la musique, l'ouverture. « *Les Hazaras sont des conservateurs modérés. Ici, les femmes portent un foulard, léger, coloré, pas la burqa. La tradition veut qu'elles étudient, travaillent. On ne marie pas les fillettes de force avec des vieux comme les Pachtounes.* »

Dans les commentaires, elle est applaudie ou insultée de « *sale Hazara débauchée* » qui parle à des hommes inconnus, en l'occurrence des bergers, des paysans qui racontent aussi la vie rude, la misère sur les pentes les plus reculées, le dérèglement climatique, la fonte des glaciers, la sécheresse, les inondations soudaines dévastatrices, la roche, la pierre qui cèdent.



L'hiver, la neige paralyse les villages reculés dans les montagnes de Koh-i Baba et de l'Hindou Kouch (Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

« À cause des guerres, notre obsession a été la paix, pas la lutte contre la catastrophe écologique, l'autre malheur de l'Afghanistan », soupire son père Abderrahim. Le regard noyé dans une tasse de thé fumante, puis saisi d'une inquiétude : « Il faut couvrir la voiture si vous voulez qu'elle supporte les -23 degrés et roule demain. On va vous donner une bêche en laine. »

Pour se hisser des collines de Kaboul aux crêtes de Koh-i Baba, où la 3G a percé en pointillé mais pas l'eau courante, ni l'électricité (sauf à posséder un panneau solaire qui en fournit quelques heures), il a fallu acheter des chaînes, rouler une bonne partie de la nuit, la moitié sur la neige, le verglas, la boue, dans un décor vertigineux de sommets et de falaises, de gorges et d'à-pics, sous une lumière hitchcockienne croisant la lune, les étoiles et les pleins phares, pousser la voiture quand elle s'embourbait, une vieille allemande qui force, avec son chauffeur Ahmed Shakeeb, l'admiration du hameau paralysé l'hiver : « Vous êtes montés avec ça ? C'est impossible ! »



Abderrahim (Koh-i Baba, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Agriculteur depuis ses 15 ans et aujourd'hui petit propriétaire (quand la majorité travaille des terres qui ne lui appartiennent pas dans un pays où seuls 12% des 650 000 km<sup>2</sup> de surface sont cultivables), Abderrahim ne fait plus que du blé et des pommes de terre. Depuis plusieurs années, il encaisse les mauvaises récoltes, impuissant, angoissé. Et si la famille perdait son autonomie alimentaire, ne se retrouvait plus qu'avec du thé et du pain pour calmer les ventres affamés comme tant de voisins ?

Ses enfants n'envisagent pas de prendre sa relève. Trop dur, trop incertain. Lui qui a appris à lire et à écrire à la mosquée a exigé qu'ils étudient tous, les garçons comme les filles, à l'école, puis à l'université,

tout en bas, à Bamyan. Celle-ci est toujours fermée : « Les talibans veulent des programmes qui obéissent à la charia. »



Une jeune Hazara revient de la rivière et rejoint son domicile : une grotte des falaises de Bamyan (Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Tahira, sa femme, « une vraie histoire d'amour », rougit-il, pas un mariage arrangé, épousée à 18 ans, un grand sourire édenté **faute d'accès aux soins** dans cette contrée isolée, parle de leurs filles diplômées en transpirant la fierté, mais elle ne peut s'empêcher de confier, la phrase d'après, qu'elles sont « des charges », « un poids ».

« On est conditionnées par ça », défend sa fille Asiya. L'idée que l'homme a de la valeur, une dignité, pas la femme. Asiya porte le foulard depuis ses 8 ans, elle ne se voit pas sans : « Si on veut vivre ici, on est obligées. Ne pas le mettre nous mettrait encore plus en danger. »

Beaucoup dans le village, pourtant éloigné des dogmes talibans, refusent que leurs filles soient scolarisées. Elles sont astreintes très tôt aux tâches ménagères. On les voit descendre à la rivière, un plateau lourd de lessive, de vaisselle sur la tête, passer le balai en paille, secouer les tapis, emmailloter les bébés...

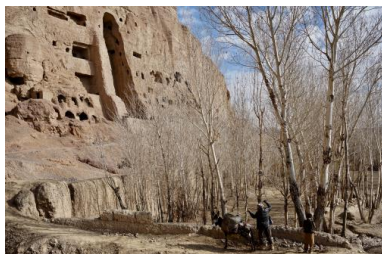


Check-point à l'entrée de Bamyan. Des talibans nous questionnent sur notre présence avant de nous souhaiter un bon séjour, ponctué de « Vous êtes en sécurité en Afghanistan » (janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Abderrahim essaie de convaincre les pères un par un. Cela marche parfois. Deux nouvelles adolescentes ont rejoint le cours d'anglais de Mohammed, un étudiant

du coin qui professe la langue de l'ancien occupant « *parce que c'est le futur, l'émancipation* ». Il enseigne au cœur de la petite mosquée, juste avant les récitations coraniques, quand le soleil se lève, que le ciel vire au rose. Un cours en mixité, avec des élèves de 4 à 22 ans. Plus que la cruauté talibane éprouvée par le passé, les lapidations, les pendaisons, les mains coupées, Abderrahim craint « *la fin du droit de savoir* » : « *L'Occident a évacué tous ceux qui ont fait progresser le pays ces 20 dernières années : nos ingénieurs, nos intellectuels, nos professeurs, nos journalistes... Il ne reste que nous, les paysans, et ces sauvages.* »

\*



Un paysan et son fils travaillent leur champ au pied de la niche vide du bouddha Shamama (Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

**Bamyan.** Les jours sombres, Asiya embarque Khadija, sa sœur, au pied des bouddhas, deux statues millénaires pilonnées à l'explosif et aux obus de char par les talibans, il y a 20 ans. Un choc international. Un point de bascule. Asiya chante en sautant sur les vestiges : « *Nous sommes hazaras et filles de bouddha.* »

La résistance, c'est aussi cela. Une fille sur un vélo près d'un check-point, une autre, cheveux débordant du voile, qui tient la caisse d'un supermarché fréquenté par des hommes, une commerçante qui refuse de décapiter les mannequins féminins de sa boutique, Asiya qui fredonne, en jean et manteau court, son attachement à l'héritage gréco-bouddhique au nez et à la barbe des obscurantistes.

Ce matin glacial, c'est la première fois « *depuis le retour en arrière* » que les deux sœurs foulent le site. Elles ont l'immensité pour elles seules. Le tourisme, si faste par le passé, est mort. Enfin presque.



Des touristes chinois s'amuse à se photographier avec le fusil d'un soldat taliban qui veille sur le site des bouddhas (Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

« *Lui, à l'entrée, c'est Salsal, 53 mètres de haut. Elle, là-bas, c'est Shamama, 38 mètres de haut. Ils s'aimaient, ce sont nos Roméo et Juliette.* » Un guide promène trois touristes chinois d'une vingtaine d'années, les seuls croisés durant le voyage. Ils ne l'écoutent pas, tout concentrés à se photographier dans l'hilarité sous le drapeau blanc de l'émirat islamique d'Afghanistan, avec la kalachnikov des talibans qui veillent le site.

Le plus âgé des soldats se laisse mettre en joue en riant. Il n'a pas 30 ans mais sa barbe drue lui en donne dix de plus. Il a rejoint le mouvement à l'adolescence, séduit par le programme : « *paix et charia* », quelques années après la destruction des bouddhas, dont il n'a aucun souvenir. Il ne la condamne pas, il ne l'approuve pas.



Hussain, sa femme et leurs enfants (Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Il assure seulement que « *l'Amérique doit rendre l'argent des Afghans(\*)* », que « *les talibans ont changé* » : « *On a donné toutes les garanties concernant les femmes. Elles pourront étudier, travailler selon la charia, dès qu'on aura mis en place la logistique pour les séparer des hommes dans les classes, les transports, les lieux de travail.* » Il dit qu'ils sont « *les gardiens de l'ensemble du patrimoine afghan* » et que s'ils pouvaient, ils reconstruiraient les statues, mais « *l'Afghanistan n'a plus d'argent* ».



Dans la vallée, un autre bruit court. Les talibans demeurent obsédés par leur stricte interprétation de l'islam, qui interdit de représenter un être humain en peinture, en sculpture. Ils ont pulvérisé la statue d'un martyr national qu'ils avaient torturé à mort en 1995, un seigneur de guerre hazara, Abdul Ali Mazari, le fondateur du Hezb-e Wahdat, une coalition de milices chiites. Ils l'ont remplacée par une réplique du Coran...



Intérieur de la grotte où vit Nickbakht avec son mari et leur enfant (Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Ils fouilleraient secrètement aussi sous la falaise, classée patrimoine mondial de l'Unesco, à la recherche d'« un trésor ». Sans l'aval du pouvoir central à Kaboul. Abdullah Sarhadi, nouveau gouverneur de Bamyan, un mollah tyrannique, grand pourfendeur des bouddhas en 2001, ancien détenu de Guantanamo, l'a confirmé à des journalistes.

« Dollars, dollars. » Des « spandi », ces enfants des rues qui promettent de protéger du mal avec la plante qui fume dans leurs conserves, accourent. Ils viennent des cavités voisines, où vivaient les moines bouddhistes au VI<sup>e</sup> siècle et où survivent aujourd'hui les plus pauvres dans une misère extrême (*voir notre reportage vidéo*).

Un père désespéré les suit : Hussain, quatre bouches à nourrir, n'a plus un afghani. Il n'a pas fait une livraison avec sa brouette depuis des jours : « *Il n'y a plus de travail. Qu'allons-nous devenir ?* »



Nickbakht et sa fille (Bamyan, Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

La même angoisse étreint Nickbakht. Elle nous fait visiter sa grotte de trois mètres sur deux, son bébé dans les bras. Elle a peur que tout s'effondre. Leur vie, la falaise qui s'érode dangereusement sous l'effet du changement climatique. Un attroupement se forme en bas de sa cellule d'ermite. Une voisine est en train de provoquer une bagarre.

Elle accuse les mères à la ronde d'avoir pris « *tous les dollars des journalistes* », de témoigner devant la presse étrangère contre de l'argent et de ne pas partager, en nous pointant du doigt. On descend expliquer que non, jamais, on ne paiera pour obtenir un témoignage.

Elle n'en démord pas : « *Si, c'est ce que font les Américains.* » Un enfant tente de détendre l'atmosphère en tourbillonnant avec un cerf-volant de fortune, bricolé avec un sac plastique. Sous leur premier régime, les talibans avaient interdit ces oiseaux de papier...



Un enfant, qui vit dans les grottes près des bouddhas, joue avec un cerf-volant de bric et de broc (Afghanistan, janvier 2022). © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

(\*) Les États-Unis, qui ont gelé lors de la prise de pouvoir des talibans près de 9,5 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale afghane, **ont annoncé**

**vendredi 11 février** qu'ils allaient saisir 7 milliards de dollars sur la somme (6,14 milliards d'euros) pour indemniser les victimes américaines du terrorisme, en particulier du 11 septembre 2001. Les talibans

dénoncent un « *vol* » reflétant la « *décadence humaine et morale* » des États-Unis, alors que les caisses du pays sont vides et que **l'une des pires crises alimentaires au monde** s'y joue selon l'ONU.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Allières

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.